Id., s 539,
remplacée.

3. La section 539 de la dite loi est remplacée par la suivante :

Tarifs de
péage.

“ **539.** Le conseil accorde les dites licences à telles conditions et avec telles obligations et restrictions qu’il ordonne par règlement, et établit en même temps des tarifs de péage pour les passages d’eau susdits.

Droit de
St-Joseph de
Sorel.

La municipalité du village de Saint-Joseph de Sorel a les mêmes droits pour ce qui concerne la rivière Richelieu vis-à-vis les lignes territoriales de la dite municipalité, le tout conformément aux dispositions du Code municipal à ce sujet ”.

Entrée en vi-
gueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CHAP. 86

Loi refondant et amendant la charte de la ville de Lachine et la constituant en corporation de cité

(Sanctionnée le 7 mai 1909)

Préambule.

ATTENDU que la corporation de la ville de Lachine a représenté, par sa pétition, qu’il est opportun de refondre les différentes lois spéciales qui la régissent, de la soumettre aux dispositions de la loi des cités et villes, 1903, de lui accorder de nouveaux pouvoirs, de la constituer en corporation de cité et de ratifier les règlements Nos 117 et 124 passés par son conseil ;

Attendu qu’il est opportun de faire droit à la demande à cet effet contenue dans la dite pétition ;

A ces causes, Sa Majesté, de l’avis et du consentement du Conseil législatif et de l’Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

DE LA CONSTITUTION EN CORPORATION

Corporation
constituée.

1. Les habitants et contribuables de la ville de Lachine et du territoire voisin compris dans les limites de la cité de Lachine, décrits dans la présente loi, et leurs successeurs sont constitués en corporation municipale de cité sous le nom de

Nom.

“ Cité de Lachine ”.

Dispositions
applicables.

2. La loi des cités et villes, 1903, régit la cité de Lachine, sauf les cas où il y est dérogé spécialement par la présente loi et par les dispositions incompatibles qu’elle contient.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

3. La loi 36 Victoria, chapitre 53, constituant la corporation de la ville de Lachine et toutes les lois qui l'amendent sont abrogées. Dispositions abrogées.

4. La corporation constituée par la présente loi succède aux droits, obligations, privilèges, biens, créances et actions de la corporation existant en vertu des lois abrogées par l'article 3. Corporation substituée.

5. Les officiers et employés municipaux actuels de la corporation de la ville de Lachine resteront en fonction jusqu'à leur démission ou leur remplacement par le conseil de la cité de Lachine en vertu des dispositions de la présente loi. Officiers continués.

6. Tous les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles de cotisation, redevances, listes, plans et autres actes et documents municipaux quelconques, faits et consentis par le conseil de la corporation de la ville de Lachine, continueront d'avoir leurs effets jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés, abrogés ou exécutés. Règlements, etc., continués.

7. Tous les billets, bons, obligations, engagements, titres ou contrats quelconques souscrits, acceptés, endossés ou émis par le conseil de la dite corporation jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi, continueront d'avoir leurs effets légaux. Billets, etc., continués.

8. La cité de Lachine est et demeure séparée du comté de Jacques-Cartier, pour les fins municipales. Cité séparée du comté de Jacques-Cartier.

DES LIMITES DE LA CITÉ

9. Le territoire de la cité de Lachine est borné : au nord, à l'est et au sud-est par la paroisse des Saints-Anges de Lachine ; au sud et au sud-ouest, par la moitié sud et sud-ouest du fleuve Saint-Laurent, et à l'ouest, partie par le fleuve Saint-Laurent et partie par la ville de Summerlea. Bornes de la cité.

Ce territoire est délimité comme suit :

Délimitation.

Au nord, par une ligne partant du côté est du lot No 899 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, au point où la voie ferrée de la compagnie du chemin de fer du Grand Tronc du Canada coupe le dit lot No 899 distant d'environ 19 arpents du fleuve Saint-Laurent, se prolongeant vers l'est, en suivant le côté sud de la dite voie ferrée jusqu'à la ligne ouest du lot No 915 des dits plan et livre de renvoi

officiels de la paroisse de Lachine ; de là, à l'est, se prolongeant jusqu'au canal de Lachine en suivant la ligne de séparation entre les lots originaux Nos 915, 921 et 922 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, d'un côté, et les lots Nos 753 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, et 916 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, de l'autre, en traversant la voie du chemin de fer Montréal et Champlain, exploitée par la compagnie du chemin de fer du Grand Tronc du Canada et le chemin du haut de Lachine, là où ils se rencontrent ; de là, au sud-est, en suivant le côté nord du dit canal jusqu'à la ligne ouest du lot No 916 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, traversant le canal de Lachine et suivant la ligne de séparation entre le lot No 917 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine d'un côté, et les lots Nos 786 et 801 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, de l'autre, jusqu'au fleuve Saint-Laurent en traversant le chemin du bas de Lachine, là où ils se rencontrent, se prolongeant ensuite en ligne droite jusqu'au milieu du fleuve ; de là, au sud-ouest en suivant le milieu du fleuve jusqu'au point où elle rencontre le prolongement vers le sud et en ligne droite, de la ligne est du lot No 899 des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Lachine ; de là, à l'ouest, en suivant le prolongement de la ligne est du dit lot No 899 jusqu'au coin sud-est du dit lot No 899, et de là, jusqu'au point de départ du côté sud de la dite voie ferrée du chemin de fer du Grand Tronc du Canada en suivant la ligne de séparation entre le lot No 899 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, d'un côté, et les lots 1, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, et le lot original No 55 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, de l'autre.

DE LA DIVISION DE LA CITÉ EN QUARTIERS

Divisions en
quartiers.

10. La cité de Lachine est divisée en quatre quartiers désignés respectivement sous les noms de quartier numéro un, quartier numéro deux, quartier numéro trois, et quartier numéro quatre.

Quartier
No 1.

Le quartier numéro un est borné au nord, par les limites nord de la cité, à l'est par une ligne partant de la limite nord de la cité, suivant la ligne de séparation entre les lots numéros deux cent vingt-trois (223) et deux cent trente-huit (238) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, traversant la voie du chemin de fer du Grand

Tronc du Canada, passant par le milieu de la vingt-cinquième rue, traversant la rue Saint-Joseph, suivant la ligne de séparation entre les lots numéros deux cent trente-quatre (234) et deux cent trente-cinq (235) des dits plan et livre de renvoi officiels, et se prolongeant en ligne droite jusqu'aux limites sud de la cité, au sud et à l'ouest par les limites sud et ouest de la cité.

Le quartier numéro deux est borné au nord par les limites ^{Quartier} nord de la cité, à l'est par une ligne partant de la ligne nord ^{No 2.} de la cité, suivant la ligne de séparation entre les lots numéros deux cent quatre-vingt-treize (293) et trois cent quatre-vingt-quinze (395) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine et leurs subdivisions d'un côté, et le lot numéro sept cent neuf (709) des dits plan et livre de renvoi officiels, de l'autre côté, traversant la voie du chemin de fer du Grand Tronc du Canada, passant par le milieu de la quinzième rue, traversant la rue Saint-Joseph et se prolongeant en ligne droite jusqu'aux limites sud de la cité, au sud par les limites sud de la cité, et à l'ouest par le quartier numéro un.

Le quartier numéro trois est borné au nord par les limites ^{Quartier} nord de la cité, à l'est par une ligne partant des limites nord ^{No 3.} de la cité, suivant la ligne de séparation entre les lots numéros sept cent cinquante-deux (752) et sept cent cinquante-trois (753) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, traversant la voie du chemin de fer du Grand Tronc du Canada, passant par le milieu de la huitième rue jusqu'à la rue Saint-Louis, traversant cette rue et suivant la ligne de séparation entre les lots numéros sept cent cinquante-un (751) et sept cent cinquante (750) des dits plan et livre de renvoi officiels et leurs subdivisions d'un côté, et les lots numéros sept cent cinquante-quatre (754) et sept cent cinquante-cinq (755) des dits plan et livre de renvoi officiels et leurs subdivisions de l'autre côté, de là, traversant la rue Saint-Joseph et se prolongeant en ligne droite jusqu'aux limites sud de la cité, au sud par les limites sud de la cité, et à l'ouest par le quartier numéro deux.

Le quartier numéro quatre est borné au nord, à l'est, au ^{Quartier} sud et au sud-ouest par les limites nord-est, sud et sud-ouest ^{No 4.} de la cité, et à l'ouest par le quartier numéro trois.

Le nombre et les bornes de ces quartiers ne pourront pas ^{Bornes, etc.,} être changés avant quatre ans. ^{ne peuvent être changés.}

DU CONSEIL

11. Le maire et les neuf échevins actuels de la ville de ^{Maire et} Lachine ou leurs remplaçants resteront en fonction et repré- ^{échevins} senteront la corporation constituée en vertu de la présente ^{actuels, et} première ^{élection.}

loi jusqu'aux prochaines élections générales qui auront lieu le premier lundi de décembre 1909, et, à partir de cette date, le conseil et la cité se composera du maire et de huit échevins dont un élu pour le siège No 1 et un élu pour le siège No 2 dans chaque quartier.

Première
assemblée du
conseil.

12. La première assemblée du conseil de la cité se tiendra en l'hôtel de ville, à huit heures du soir, le deuxième mercredi après l'entrée en vigueur de la présente loi.

DES DÉROGATIONS A LA LOI DES CITÉS ET VILLES, 1903

3 Ed. VII, c.
38, s. 47,
remp. pour la
cité.

Terme de la
charge de
maire.

Id., 48, remp.
pour la cité.

Terme de la
charge d'é-
chevin.

Id., 66, remp.
pour la cité.

Commissions
du conseil.

Constitution
de ces com-
missions.

Vacances
dans les com-
missions.

Maire peut
faire partie
des commis-
sions.
Rapports.

13. L'article 47 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

“**47.** Le maire sera élu pour deux années à la majorité des électeurs municipaux de la cité qui auront voté”.

14. L'article 48 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

“**48.** Les échevins seront élus, dans chaque quartier, pour deux années à la majorité des électeurs municipaux du quartier qui auront voté et seront élus pour le siège pour lequel ils auront été présentés et mis en nomination.”

15. L'article 66 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

“**66.** Le conseil doit nommer une commission permanente des finances composée de quatre de ses membres, dont un de chaque quartier, et peut nommer d'autres commissions permanentes ou spéciales composées d'autant de ses membres qu'il juge nécessaires pour la surveillance de l'administration des divers départements civiques pour lesquels elles sont respectivement nommées, et pour l'administration des affaires qu'il peut, par règlement ou résolution, leur confier.

Les commissions permanentes sont constituées dans le mois de décembre, chaque année, à une séance générale ou spéciale du conseil, et les commissions spéciales chaque fois qu'il est nécessaire ou utile de les former.

Le conseil peut, en tout temps, remplir les places vacantes dans une commission et remplacer les membres qui refusent ou sont incapables d'agir durant deux mois consécutifs.

Le maire est éligible comme membre de toutes les commissions et il a droit de voter dans les commissions dont il est membre.

Les commissions rendent compte de leurs travaux et de leurs décisions au moyen de rapports signés par leur président ou par la majorité des membres qui les composent.

Les rapports des commissions sont sans effet tant qu'ils n'ont pas été ratifiés ou adoptés par le conseil, sauf les cas où il est prescrit autrement par les dispositions de la présente loi.”

Ratification
des rapports.

16. L'article 102 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Id., 102,
remp. pour la
cité.

“ **102.** Le conseil doit, à sa première séance après le 15 décembre, chaque année, ou aussitôt que possible après, nommer un ou deux auditeurs qui remplissent les devoirs de leurs charges jusqu'à l'entrée en fonction de leurs successeurs.

Nomination
d'auditeurs.

Aucun officier ou employé salarié de la cité ne peut être nommé ni exercer la charge d'auditeur.

Incapacité.

Le conseil fixe, de temps à autre, les émoluments des auditeurs.”

Émoluments
des auditeurs.

17. L'article 104 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Id., 104,
remp. pour la
cité.

“ **104.** Le conseil doit nommer chaque année, à l'une de ses séances du mois d'avril, ou après, aussitôt que possible, trois estimateurs qui demeurent en fonctions jusqu'à ce qu'il leur soit nommé des successeurs.

Nomination
d'estima-
teurs.

Les estimateurs doivent savoir lire et écrire.

Qualités.

Le conseil fixe, de temps à autre, les émoluments des estimateurs et désigne celui qui doit agir comme président du bureau ”.

Émoluments.

18. L'article 105 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Id., 105,
remp. pour la
cité.

“ **105.** Le conseil nomme un secrétaire des estimateurs et fixe les honoraires qui lui sont payables, par la cité, pour ses services.”

Secrétaire des
estimateurs.

19. L'article 118 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Id., 118,
remp. pour la
cité.

“ **118.** Avant le premier octobre de chaque année, il est fait, de la manière ci-après indiquée, par le greffier, ou sous sa direction, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité, et possédant le cens électoral requis ”.

Époque de la
confection de
la liste.

20. L'article 120 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Id., 120,
remp. pour la
cité.

“ **120.** Dans la préparation de la liste, le greffier omet et doit, de temps en temps, faire enlever les noms de toutes les

Omission,
etc., de cer-
tains noms.

personnes qui sont ou peuvent être décédées, ainsi que les noms des mineurs, des aubains, des personnes qui ne résident pas dans la municipalité, et de toutes autres qui n'ont pas le droit d'avoir leurs noms sur la liste.

Examen de la liste.

Pendant le mois de septembre tout contribuable peut, avec les sauvegardes voulues, examiner les listes dans l'état où elles se trouvent dans le bureau du greffier, et, si le dit contribuable trouve le nom de quelque personne qui, d'après ce qu'il a raison de croire, n'a pas le droit d'y être inscrite, il peut signifier au greffier une déclaration signée spécifiant le nom et indiquant la cause d'incapacité ; et, dans chacun de ces cas, le greffier doit faire une enquête minutieuse au sujet de la vérité des allégations contenues dans la dite déclaration avant de permettre qu'aucun nom auquel l'on a ainsi objecté reste sur les listes lorsqu'il les certifie".

Id., 127, remp. pour la cité.

Liste préparée par le greffier *ad hoc*, en certains cas.

21. L'article 127 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

" **127.** Si, le troisième jour du mois d'octobre, le greffier n'a pas fait la liste alphabétique des électeurs, ou n'a pas donné ou publié l'avis requis par l'article 123, le juge de la Cour supérieure pour le district, ou, dans le cas où celui-ci est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un juge d'un district voisin, doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la cité, nommer un greffier *ad hoc* pour préparer la liste alphabétique des électeurs".

Id., 139, remp. pour la cité.

Entrée en vigueur de la liste et sa durée.

22. L'article 139 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

" **139.** La liste des électeurs entre en vigueur à l'expiration des trente jours qui suivent l'expiration du délai prescrit pour la confection de la liste, ou, si la liste a été complétée après l'expiration de ce délai, des trente jours qui suivent l'avis donné en vertu de l'article 123, telle qu'elle se trouve alors, et reste en vigueur durant les douze mois suivant son entrée en vigueur ; et, ultérieurement, dans tous les cas, jusqu'à ce qu'une nouvelle liste soit faite et mise en vigueur en vertu de la présente loi.

Durée de la liste, s'il y a appel.

Nonobstant l'appel au juge de la Cour supérieure, touchant une partie de la liste, telle partie de la liste reste en vigueur jusqu'à la décision finale du tribunal saisi de la requête en appel. "

Id., 157, remp. pour la cité.

23. L'article 157 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

“ **157.** L'élection générale du maire et des échevins de la cité a lieu tous les deux ans, le premier lundi de décembre, et, si ce jour est férié, le premier jour juridique suivant.

La prochaine élection générale aura lieu le premier lundi de décembre 1909.”

Époque des élections générales.

Première élection.

24. L'article 159 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Id., 159, remp. pour la cité.

“ **159.** Dix jours au moins avant le vingtième jour de novembre, à midi, dans l'année où une élection générale aura lieu, l'officier-rapporteur, par une commission sous sa signature, et suivant la formule E, doit nommer un secrétaire d'élection, et peut, en tout temps pendant l'élection, nommer de la même manière un autre secrétaire si celui qu'il a ainsi nommé en premier lieu démissionne, refuse ou est incapable de remplir les devoirs qui lui sont assignés.”

Secrétaire d'élection.

25. L'article 163 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Id., 163, remp. pour la cité.

“ **163.** Huit jours au moins avant le vingtième jour de novembre dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur doit donner avis, suivant la formule G, sous sa signature, désignant :

Avis de l'élection, et son contenu.

a. Le lieu, le jour et l'heure fixés pour la présentation des candidats ;

b. Le jour auquel les bureaux de votation seront ouverts pour la réception des votes des électeurs, si la votation est nécessaire ;

c. La nomination du secrétaire d'élection.”

26. L'article 165 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Id., 165, remp. pour la cité.

“ **165.** La présentation des candidats à une élection générale a lieu le dernier lundi de novembre de midi à deux heures de l'après-midi. Si ce jour est férié, elle a lieu le premier jour juridique suivant, également de midi à deux heures de l'après-midi.”

Date, etc., de la présentation.

27. Le paragraphe a de l'article 180 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Id., 180, am. pour la cité.

“ a. Cinq jours au moins avant la votation donner avis public qu'il y aura votation, en indiquant les noms, prénoms, résidences et professions des candidats présentés, selon l'ordre dans lequel le tout doit être imprimé sur les bulletins de vote

Avis de la votation.

ci-après mentionnés; et l'époque et le lieu où l'officier-rapporteur additionnera le nombre des suffrages donnés en faveur des différents candidats. Ces avis sont conçus dans les termes de la formule K".

Id., 211
rempl. pour la cité.
28. L'article 211 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Initiales du sous-off. rap. apposées sur les bulletins.
" **211.** Les votes sont donnés au scrutin secret et chaque électeur ayant droit de vote reçoit du sous-officier-rapporteur un bulletin de vote, sur le verso duquel le sous-officier-rapporteur a préalablement apposé ses initiales, de manière qu'elles puissent être vues sans ouvrir le bulletin de vote lorsqu'il sera plié.

Verso du bulletin.
Les initiales du sous-officier-rapporteur doivent être aussi apposées sur le verso du talon du bulletin. "

Id., 213,
rempl. pour la cité.
29. L'article 213 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Manière de voter.
" **213.** L'électeur, en recevant le bulletin de vote, se rend immédiatement dans l'un des compartiments du bureau de votation et y marque son bulletin, en faisant une croix avec un crayon de mine noire dans l'espace blanc contenant le nom du candidat en faveur duquel il veut voter; après quoi, il plie le bulletin de manière que les initiales, à son verso, et au verso du talon puissent être vues sans l'ouvrir, et il le remet au sous-officier-rapporteur, qui, sans le déplier, constate par l'examen de ses initiales, que c'est bien le même bulletin qu'il a fourni à l'électeur, et qui, à la vue de tous ceux qui sont présents, y compris le votant, détache le talon et le détruit et dépose le bulletin dans la boîte du scrutin, laquelle est placée sur la table, de manière à être bien à la vue des personnes présentes."

Id., 347,
rempl. pour la cité.
30. L'article 347 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Publication des règlements.
" **347.** Les règlements sont publiés après leur passation, ou leur approbation définitive dans les cas où ils ont été soumis à l'approbation des électeurs municipaux ou du lieutenant-gouverneur en conseil, par un avis public, sous les signatures du maire et du greffier, publié en la manière ordinaire, dans lequel il est fait mention de l'objet du règlement, de la date à laquelle il a été passé, et de l'endroit où il peut en être pris communication.

Avis de publication.
Si le règlement est revêtu de l'approbation des électeurs municipaux, l'avis de publication fait en outre mention de l'accomplissement de cette formalité et de la date de son accomplissement.

Le conseil peut, de plus, publier ses règlements dans un ou plusieurs journaux. ”

Publication dans les journaux.

31. L'article 355 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Id., 355, remp. pour la cité.

“ **355.** L'assemblée générale des électeurs propriétaires fonciers est convoquée, à la salle municipale, à sept heures du soir, à un jour déterminé par le conseil par avis public signé par le greffier, et donné au moins huit jours d'avance. ”

Convocation de l'assemblée des électeurs.

32. L'article 360 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Id., 360, remp. pour la cité.

“ **360.** La votation dure deux jours juridiques depuis huit heures du matin jusqu'à huit heures du soir. ”

Heures de la votation.

33. Les paragraphes 1 et 13 de l'article 383 de la loi des cités et villes, 1903, sont remplacés, pour la cité, par les suivants :

Id., 383, am. pour la cité.

“ 1. Pour régler la hauteur de tous bâtiments, cheminées, souches de cheminée et autres constructions, pour empêcher la construction ou le maintien de bâtiments, murs, souches de cheminée, cheminées ou autres constructions n'ayant pas la solidité voulue, et pour pourvoir à leur démolition ou destruction sommaire, pour prescrire la profondeur à donner aux caves et aux sous-sols, le mode à suivre et les matériaux à employer dans la construction des fondations et des murs de fondation, la manière de construire les drains et tuyaux d'égout, ainsi que les endroits où ils devront être placés, l'épaisseur à donner aux murs mitoyens, murs de séparation et extérieurs, ainsi que le mode à suivre et les matériaux à employer dans leur construction dans toute la cité ou dans une partie quelconque de la cité, les dimensions que devront avoir les poutres de planchers, longrines, piliers, colonnes, toits, tuyaux de cheminée, et appareils de chauffage et les matériaux dont ils doivent être composés ; pour régler l'architecture, les dimensions et la symétrie des bâtiments dans certaines rues ; pour forcer le propriétaire à en soumettre le plan à, et à obtenir préalablement un permis de construire par écrit de l'inspecteur des bâtiments ou de tout autre officier ; pour prescrire la manière dont ce permis devra être demandé et fixer les taux qui devront être payés à la cité sur l'octroi de ce permis ; pour défendre la construction de certaines classes de bâtiments ou de tous bâtiments à moins d'une distance déterminée de la ligne de la rue dans toutes les rues ou dans certaines rues de la cité ; pour empêcher la construction de bâtiments et constructions non con-

Cheminiées, etc.

formes à ces règlements et pour faire suspendre la construction de tous bâtiments non conformes aux dits règlements et pour en ordonner la démolition, si c'est nécessaire.

Chiens.

13. Pour astreindre à des règlements ceux qui gardent des chiens et les obliger à obtenir de la cité une licence pour chaque chien; pour les obliger de mettre au cou de chaque chien un collier et le numéro de la licence; pour faire museler les chiens; pour les empêcher d'errer et pour autoriser la destruction d'une manière sommaire ou la vente au profit de la cité de ceux trouvés errant et de ceux qui ne portent pas au cou le numéro de leur licence."

Id., 384, am.
pour la cité.

34. Le paragraphe 14 de l'article 384 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Parc à bestiaux, etc.

"14. Pour réglementer ou prohiber l'établissement, la construction et l'administration des parcs à bestiaux, fabriques de conserves, établissements pour faire fondre le suif, chandelleries, entrepôts pour peaux crues, établissements pour faire brûler ou bouillir les os, fabriques de colle, usines à gaz, savonneries, teintureries, tanneries, manufactures de saucisses et autres établissements insalubres dans les limites ou dans une partie quelconque de la municipalité et prohiber l'établissement et le maintien de porcheries."

Id., 384,
am. pour la
cité.

35. Le paragraphe 21 de l'article 384 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Égouts, etc.

"21. Pour réglementer le système d'égouts de la cité; pour construire tout égout public et faire les raccordements entre les égouts publics et les égouts privés aux frais de la cité ou pour en prélever le coût au moyen d'une taxe spéciale imposée sur tous les immeubles situés sur les rues ou partie de rues où des égouts sont ou seront construits; pour prescrire que cette taxe sera répartie en proportion de l'étendue du front de ces immeubles ou autrement et pour déterminer la manière dont la dite taxe sera prélevée."

Id., 386,
am. pour la
cité.

36. Le paragraphe 19 de l'article 386 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Nettoyage
des rues, etc

"19. Pour prescrire que les rues et places publiques seront balayées, arrosées et tenues en bon état de propreté aux frais de la cité, et que les trottoirs dans toutes les rues ou telles rues que le conseil désignera, seront entretenus et que la neige et la glace en seront enlevées, durant l'hiver, par la cité qui prélèvera le coût de ces travaux sur les propriétaires, occupants ou locataires des terrains situés le long de ces rues, proportionnellement à l'étendue du front des propriétés.

Cette répartition sera faite selon que le conseil prescrira et constituera une taxe recouvrable de la même manière que les taxes ordinaires. ”

37. Le paragraphe suivant est ajouté, pour la cité, après Id., 386, le paragraphe 32 de l'article 386 de la loi des cités et villes, am. pour la cité. 1903 :

“ 33. Pour fermer toute rue ou partie de rue ou parc public Fermeture des rues, etc. et pour en vendre le terrain au profit de la cité, pourvu toute- fois que si quelqu'un souffre des dommages, il reçoive une compensation fixée par arbitrage. ”

38. L'article 396 de la loi des cités et villes, 1903, est rem- Id., 396, placé, pour la cité, par le suivant : rempl. pour la cité.

“ **396.** Les travaux de construction et d'agrandissement Construc- d'aqueduc, y compris les pouvoirs hydrauliques, les puits, tions, etc., citernes ou réservoirs que la cité est autorisée à faire, peuvent d'aqueducs, être exécutés aux frais de la cité ou le coût peut en être etc. réparti sur les biens-fonds imposables seulement pour l'avantage desquels ces travaux sont faits, au moyen d'une taxe spéciale proportionnelle à la valeur des immeubles, tel qu'établie chaque année par le rôle d'évaluation et recouvrable de la manière déterminée par le conseil. ”

39. L'article 400 de la loi des cités et villes, 1903, est Id., 400, remplacé, pour la cité, par le suivant : rempl. pour la cité.

“ **400.** La taxe spéciale et la taxe d'eau imposées en vertu Perception de la taxe. des articles 396 et 398, ainsi que toutes les sommes dues pour l'eau ou les compteurs sont perçues d'après les règles et de la manière prescrites par le conseil et sont privilégiées sur les meubles et les immeubles de la personne qui les doit, au même rang que les taxes municipales ordinaires et sans la formalité de l'enregistrement. ”

40. Le paragraphe 9 de l'article 424 de la loi des cités et Id., 424, am. villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant : pour la cité.

“ 9. Pour octroyer des permis aux cochers de place, camion- Cochers, etc. neurs, rouliers, commissionnaires et à toutes autres personnes ou corporations, y compris les compagnies de tramways, faisant le service du transport des passagers, des bagages ou des marchandises dans la municipalité et les régler ; pour prescrire les endroits dans les rues ou près des gares de chemin de fer où ils pourront stationner, et pour défendre qu'ils ne se tiennent ailleurs qu'aux endroits ainsi prescrits ; pour faire un tarif des taux à eux payables pour leurs services ; pour les forcer à ne pas exiger des taux plus élevés que ceux

fixés par le tarif ; pour les contraindre à transporter toute personne qui requerra leurs services dans les limites de la cité à tout endroit dans la cité et hors de ses limites jusqu'à une distance de six milles, aux taux fixés par le tarif."

Id., 440, remp. pour la cité. **41.** L'article 440 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Estimation annuelle.

" **440.** Il est du devoir des estimateurs de faire, chaque année, au temps et en la manière ordonnés par le conseil, l'évaluation des biens imposables de la municipalité, suivant leur valeur réelle.

Évaluation tous les trois ans et révision.

Le conseil peut, par résolution, dispenser les estimateurs de faire une évaluation générale des biens imposables plus souvent que tous les trois ans ; et, dans ce cas, le conseil doit, avec les mêmes avis et délais que pour la confection du rôle d'évaluation annuelle, faire reviser ce rôle par les estimateurs ou le reviser lui-même, selon qu'il le juge à propos et faire transcrire le rôle ainsi révisé par le greffier. Cette transcription sera authentiquée par les signatures du maire et du greffier.

Valeur annuelle entrée au rôle.

Les estimateurs font pareillement l'estimation de la valeur annuelle de ces biens et l'inscrivent au rôle dans une colonne distincte.

Noms des locataires.

Les estimateurs entrent aussi dans le rôle les noms des locataires et le montant du loyer annuel payé par chacun d'eux "

Id., 470, am. pour la cité. **42.** L'article 470 de la loi des cités et villes, 1903, est amendé, pour la cité, en y ajoutant l'alinéa suivant :

Escompte sur le montant des taxes.

" Le conseil peut, par résolution, accorder un escompte de pas plus de trois pour cent sur le montant des taxes foncières et de pas plus de cinq pour cent sur le montant de la taxe ou compensation pour l'eau payé durant un délai déterminé."

Id., 479, remp. pour la cité.

" **43.** L'article 479 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Taxe sur certains commerces.

" **479.** Le conseil peut par règlement déterminer, imposer et prélever certains droits ou taxes annuels sur tous commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profit et d'existence exercés ou exploités par une ou des personnes, sociétés ou corporations dans la cité. Ces droits ou taxes peuvent, à la discrétion du conseil, être imposés à une somme fixe sur tous les genres ou sur certains genres d'occupations sujets à tels droits ou taxes ; ou à une somme proportionnée à la valeur annuelle cotisée de l'immeuble ou de

toute partie d'icelui, occupée pour leur exercice ou exploitation, ou imposés sous les deux formes à la fois et peuvent être différents ou plus élevés pour les personnes qui ne résident pas depuis douze mois dans la cité que pour celles qui y résident, pourvu toutefois que, dans aucun cas, la somme fixée n'excède deux cents piastres et la somme proportionnée à la valeur annuelle de l'immeuble occupé pour leur exercice ou exploitation n'excède dix pour cent de cette valeur.

Cependant la cité ne pourra, sous cette dernière forme prélever un montant excédant six cents piastres ”.

44. L'article suivant est ajouté, pour la cité, après l'article 480 de la loi des cités et villes, 1903 :

Art. aj. après id., 480, pour la cité.

“ **480a.** Le conseil peut aussi, par règlement, prélever sur toute personne, société ou compagnie, une taxe spéciale annuelle n'excédant pas vingt-cinq centins pour chaque poteau en bois ou en métal lui appartenant érigé ou qui sera érigé dans les rues de la cité, pour les lignes de télégraphe, de téléphone ou pour la transmission de l'électricité pour des fins d'éclairage ou de force motrice.”

Taxe spéciale sur poteaux de téléphone, etc.

45. L'article 518 de la loi des cités et villes, 1903, est amendé, pour la cité, en y ajoutant l'alinéa suivant :

Id., 518, am. pour la cité.

“ Le conseil peut, par règlement, exempter tous les bâtiments nouveaux, du paiement des taxes imposées dans les douze mois qui suivent l'octroi du permis de les construire ”.

Bâtiments nouveaux exemptés des taxes.

46. L'article 522 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Id., 522, remp. pour la cité.

“ **522.** Le conseil peut faire ses emprunts, sur émission de bons, obligations ou débentures sous le seing du maire, le contreseing du greffier et le sceau de la cité.

Emission d'obligations.

Ces bons, obligations ou débentures sont faits payables au porteur aux époques fixées par le conseil avec intérêt à un taux n'excédant pas le taux légal, payable semi-annuellement et peuvent, tant qu'il n'en a pas été disposé finalement, être donnés en gages si le marché n'est pas jugé favorable, sans que leur validité en soit, pour cela, affectée ”.

Mode de paiement.

47. L'article 523 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Id., 523, remp. pour la cité.

“ **523.** Il peut être annexé à chaque bon, obligation ou débenture des coupons, au montant de l'intérêt semi-annuel, signés par le maire et contresignés par le greffier, et payables au porteur à l'échéance de l'intérêt qui y est mentionné.

Coupons.

- Signatures. Les signatures du maire et du greffier peuvent être lithographiées ou imprimées.
- Remise des coupons. Lors de leur paiement, les coupons sont remis au trésorier ; et la possession par cet officier d'un coupon est, *prima facie*, une preuve du paiement de l'intérêt semi-annuel qui y est mentionné ”.
- Id., 524, remp. pour la cité. **48.** L'article 524 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :
- Garantie du paiement des bons, etc. “ **524.** Le principal et les intérêts des bons, obligations, débetures et billets émis par le conseil sont assurés à même les fonds généraux de la cité ”.
- Art. aj. après id., 542, pour la cité. **49.** Les articles suivants sont ajoutés, pour la cité, après l'article 542 de la loi des cités et villes, 1903 :
- Serment des arbitres. “ **542a.** Avant de procéder, les arbitres doivent prêter serment de remplir fidèlement et impartialement les devoirs de leur charge, devant le greffier de la cité qui garde ce serment dans les archives du conseil.
- Secrétaire. “ **542b.** A leur première séance, les arbitres nomment un secrétaire dont le devoir est de prendre par écrit note de toutes leurs délibérations et de la preuve faite devant eux par les parties.
- Emoluments du secrétaire. “ **542c.** Les émoluments du secrétaire des arbitres sont fixés par les arbitres à une somme n'excédant pas deux piastres, par séance de trois heures et font partie des frais d'arbitrage.”
- Id., 543, remp. pour la cité. **50.** L'article 543 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :
- Recouvrement des amendes. “ **543.** Les amendes imposées par les règlements du conseil et par les dispositions de la loi des cités et villes, 1903, ou de la charte sont recouvrables devant un juge de paix résidant dans la cité, le recorder, s'il y en a un, ou par action de dette devant la Cour de circuit du district de Montréal.”
- Id., 550, remp. pour la cité. **51.** L'article 550 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :
- Poursuites. “ **550.** Les poursuites intentées devant le recorder ou les juges de paix, en vertu de l'article 543, sont entendues et décidées par eux, d'après les règles contenues dans la partie XV du Code criminel, sauf en ce qu'elles ont d'incompatible avec les dispositions de la présente loi ”.
- Id., 606, remp. pour la cité. **52.** L'article 606 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

“ **606.** Si une personne prétend s'être infligé, par suite d'un accident, des blessures corporelles, pour lesquelles elle se propose de réclamer de la cité des dommages-intérêts, elle doit, dans les trente jours de la date de tel accident, donner ou faire donner avis écrit au greffier de la cité de son intention d'intenter une poursuite, en indiquant en même temps les détails de sa réclamation et l'endroit où elle demeure, faute de quoi la cité n'est pas tenue à des dommages-intérêts à raison de tel accident, nonobstant tout article ou disposition de la loi à ce contraire ; et, en cas de réclamation pour dommages à la propriété mobilière ou immobilière, un avis semblable doit aussi être donné au greffier de la cité dans les trente jours, faute de quoi, la cité n'est pas tenue de payer des dommages-intérêts nonobstant tout article ou disposition de la loi ; mais, dans tous les cas, aucune action en réclamation de dommages n'est recevable à moins que telle action ne soit intentée dans les six mois à partir du jour où l'accident est arrivé ou du jour où le droit d'action a pris naissance.

Dommages
causés par ac-
cidents.

Prescription
des actions.

Aucune action ne peut être intentée avant l'expiration de quinze jours de la date de la signification du dit avis.

Délai pour
l'action.

La cité a son recours en garantie contre toute personne dont la faute et la négligence sont cause de l'accident arrivé et des dommages en résultant ”.

Recours de la
cité.

53. La formule R de la loi des cités et villes, 1903, est remplacée, pour la cité, par la formule R de l'annexe à la présente loi.

Id., formule
R, remp.
pour la cité.

DE LA COMMISSION DES FINANCES

54. Au moins quinze jours avant l'expiration de chaque année financière, la commission des finances prépare le budget ordinaire de l'année financière suivante et pourvoit :

Budget ordi-
naire de l'an-
née. Son con-
tenu.

1. Aux intérêts sur la dette et à tout fonds d'amortissement qui peut être établi :

2. Aux salaires des employés permanents ;

3. Aux réparations, frais d'entretien et autres dépenses générales d'administration et charges établies sur le revenu civique, y compris tout déficit d'une année antérieure ;

4. A une réserve de cinq pour cent sur les revenus probables de l'année pour couvrir les frais de perception des taxes et toutes les pertes possibles dans leur perception et les dépenses imprévues, telles que celles se rattachant aux jugements, épidémies, cas fortuits et dommages dont la cité peut être responsable.

55. Avant le premier mai de chaque année, la commission des finances prépare le budget spécial de l'année cou-

Devoirs de la
commission
des finances.

rante et pourvoit à l'agrandissement de l'aqueduc, à la construction des canaux d'égouts, des trottoirs, des travaux d'ouverture de nouvelles rues, d'installation de poteaux et de fils pour distribution de la lumière et autres améliorations d'une nature permanente et imputables à l'actif de la cité.

Préparation
du nouveau
budget.

56. Lors de la préparation d'un nouveau budget ordinaire ou spécial, il est disposé des sommes appropriées dans les budgets et crédits supplémentaires précédents qui n'ont pas été dépensées durant l'année.

Approbation
du conseil.

57. Les prévisions budgétaires, soit ordinaires, soit spéciales, sont soumises à la considération du conseil, aussitôt que possible, après leur préparation, et une fois approuvées par le conseil, les sommes appropriées ne peuvent être ni changées, ni appliquées, à aucune autre fin à moins que ce changement ne soit approuvé par le vote de la majorité absolue de tous les membres du conseil.

Crédits sup-
plémentaires.

58. En tout temps, après l'adoption des budgets ordinaire et spécial, le conseil peut, sur recommandation de la commission des finances ou, sur son refus, à la majorité absolue de tous ses membres, voter, comme crédits supplémentaires pour les fins d'administration et travaux permanents, toutes sommes disponibles sur le revenu perçu d'une année précédente après qu'il a été pourvu à tous les crédits votés et aux obligations s'y rattachant.

Dépenses au-
torisées sur
rapport de la
commission
des finances.

59. Aucune dépense pour laquelle il n'y a pas d'appropriation de faite ne peut être autorisée par le conseil sans qu'un rapport favorable soit fait au préalable par la commission des finances. Néanmoins, si la commission des finances néglige de faire rapport ou fait un rapport défavorable, le conseil peut passer outre et autoriser telle dépense par le vote de la majorité absolue de ses membres et non autrement.

DES POUVOIRS SPÉCIAUX DE RÉGLEMENTATION

Règlements
concernant la
glace.

60. Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements pour déterminer les endroits où pourra être pris de la glace sur le fleuve St.-Laurent, en face et dans les limites de la cité ; pour obliger ceux qui y prendront de la glace à entourer les endroits où elle sera enlevée, de manière à éviter tout danger ; pour astreindre toute personne qui désirera y couper de la glace à obtenir, au préalable, un permis qui sera délivré par l'officier désigné par le conseil et pour fixer les droits à payer à la cité pour l'obtention de ce permis. Ces droits

devront être en rapport avec la superficie de glace à exploiter en vertu du permis.

61. Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements pour créer et administrer une caisse de secours pour les employés blessés au service de la cité ; pour fixer le taux de la contribution des membres à la caisse et des bénéficiaires à en retirer ; pour décréter que tous les employés ou certaines classes d'employés de la cité seront membres participants de cette caisse ; pour forcer les membres à contribuer à la caisse au moyen d'une retenue sur leur salaire ou autrement et pour y faire contribuer la cité pour une proportion n'excédant pas le tiers des contributions versées par les membres chaque année.

Caisse de secours des employés.

62. Le conseil pourra faire, amender, et abroger des règlements pour obliger toute personne résidant en dehors de l'île de Montréal, qui aura travaillé à salaire dans les limites de la cité pendant quinze jours, durant une période de douze mois, commençant le premier mai d'une année et qui voudra y travailler plus longtemps, sans y loger ou y demeurer, à se procurer un permis de la cité, et le conseil pourra fixer le taux des droits à payer à la cité pour l'octroi de ce permis qui sera valable jusqu'au trente avril suivant son émission, pourvu que ces droits n'excèdent pas \$3.00 par année.

Permis exigé des personnes étrangères travaillant dans les limites de la cité.

63. Nonobstant toutes autres dispositions de la présente loi et de la loi des cités et villes, 1903, à ce contraaires, aussi longtemps que la dette totale de la cité ne dépassera pas 20% de l'évaluation de la propriété foncière imposable de la cité, le conseil, pourra, par règlement adopté par le vote des deux tiers de ses membres, et sans qu'il soit nécessaire de soumettre ses règlements à l'approbation des électeurs municipaux propriétaires, emprunter, chaque année, par émission de débetures ou annuités, une somme d'argent n'excédant pas 15% de l'augmentation de la valeur de la propriété foncière imposable au rôle d'évaluation en vigueur sur celle de l'année immédiatement précédente, aux fins de poursuivre l'exécution de certains travaux publics, tels que le développement des systèmes d'aqueducs, d'égouts et d'éclairage électrique, la confection des trottoirs ou pavés permanents, l'ouverture et l'élargissement des rues et l'acquisition de tous terrains et édifices nécessaires à ces fins.

Pouvoir d'emprunt.

Les deniers prélevés chaque année, en vertu des dispositions du présent article, ne seront pas affectés aux dépenses ordinaires et devront être employés exclusivement aux fins ci-dessus mentionnées.

Emploi du produit des emprunts.

DISPOSITIONS DIVERSES

Creusage de
la petite ri-
vière St-
Pierre.

64. Dans le but de faciliter l'égouttement de son territoire au nord de la voie du chemin de fer Montréal et Champlain, le conseil de la cité pourra, sujet aux règlements du conseil d'hygiène, par règlement, ordonner le creusage et le redressement du ruisseau connu sous le nom de "Petite Rivière Saint-Pierre", dans la paroisse des Saints Anges de Lachine, jusqu'au chemin du haut de Lachine, et la cité est autorisée à exproprier tout terrain nécessaire et à pénétrer sur tout terrain privé pour l'exécution de ces travaux.

Contrats liant
la cité.

65. Aucun contrat ou marché quelconque ne lie la cité à moins d'avoir été approuvé par le conseil.

Responsabi-
lité de la cité
quant au
prix des tra-
vaux, etc.

La cité n'est pas responsable du prix ou de la valeur des travaux faits, matériaux livrés, marchandises ou effets fournis, de quelque genre que ce soit, sans l'autorisation spéciale du conseil, et aucun droit d'action n'existe contre la cité à moins que ces formalités ne soient remplies, bien que la cité puisse avoir bénéficié de tels contrats, marchés, travaux ou matériaux.

Responsabi-
lité des mem-
bres du con-
seil.

66. Tout membre du conseil qui autorise, soit verbalement, par écrit, par son vote ou tacitement une dépense d'argent excédant le montant préalablement approprié ou légalement mis à la disposition du conseil, en est tenu personnellement responsable et est, par le fait même, déchu de son droit de siéger comme membre du conseil, et ne peut être réélu membre du conseil pendant une période de deux ans à partir de ce moment.

Devoirs de
certaines
compagnies.

67. Toute personne, société ou compagnie autorisée par statut à ériger dans les rues ou places publiques de la cité, des poteaux pour soutenir ou supporter des fils, des cables, ou pour toutes autres fins, devra, avant d'en agir ainsi, donner avis de son intention de ce faire à la cité et obtenir l'assentiment du conseil exprimé par résolution et, en outre, se faire indiquer, par l'inspecteur de la cité, à quels endroits particuliers, dans toute rue ou place publique, des poteaux pourront être érigés; et tout poteau érigé sans autorisation préalable du conseil, ou sans indication, ou ailleurs qu'à l'endroit indiqué, sera considéré comme nuisance publique par la cité.

Attributions
de l'ingénieur
de la cité.

68. L'ingénieur de la cité, s'il est membre de la Société canadienne des ingénieurs, pourra faire tous les mesurages en rapport avec l'exercice de sa charge dont les attributions seront définies par règlement du conseil.

69. Aux fins de convertir la jetée sud de l'ancien canal de Lachine en promenade et d'y installer un bain public, le conseil de la cité est autorisé à dépenser les fonds de la cité, jusqu'à concurrence de la somme de cinq mille piastres, pour l'embellissement de cette partie de la jetée louée du gouvernement fédéral et comprise entre la douzième rue et la vingt-unième rue.

Ancien canal
Lachine.

70. Le règlement No 117 accordant une exemption de cotisation municipale ou autres avantages à la *Imperial Locomotive & Machine Company of Canada* et pourvoyant à un emprunt, passé par le conseil de la ville de Lachine, le onzième jour d'octobre mil neuf cent sept, approuvé par les électeurs municipaux propriétaires le vingt-unième jour du même mois, est ratifié et validé en substituant : 1^o les mots : " novembre 1910 " aux mots : " mai 1909 ", dans les sections première, deuxième, troisième et neuvième ; 2^o les mots : " novembre 1911 " aux mots : " mai 1910 ", dans la section troisième ; 3^o les mots : " novembre 1912 " aux mots : " mai 1911 ", dans les sections troisième et septième du dit règlement, et la corporation constituée par la présente loi est autorisée à émettre ses débentures au montant, pour les fins et aux conditions mentionnés dans le dit règlement.

Validation du
règlement No
117, concer-
nant une em-
prunt, etc.

71. Le règlement No 124 pourvoyant à la construction d'un marché public et à un emprunt de \$25,000, passé par le conseil de la ville de Lachine, le neuvième jour de décembre 1908, approuvé par les électeurs municipaux propriétaires, le vingt-unième jour du même mois, est ratifié et déclaré valide, et la corporation constituée par la présente loi est autorisée à émettre ses débentures au montant, pour les fins et aux conditions mentionnés dans le dit règlement.

Validation
du règlement
No 124, con-
cernant le
marché pub-
lic.

72. Sauf les cas autrement prévus, tout avis public doit être publié sept jours francs et tout avis spécial signifié deux jours francs avant le jour fixé pour la procédure qui en fait l'objet.

Publication
des avis.

73. L'article 555 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

3 Ed. VII, c.
38, s. 555,
remp. pour
la cité.
Etablis-
sement d'une
Cour de recor-
der.

" **555.** Immédiatement après l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil devra par règlement, établir une cour d'archives dans la municipalité, appelée " Cour de Recorder ", qui sera présidée par un recorder nommé en la manière ci-après prescrite.

- Lieu des séances. La cour tiendra ses séances à l'hôtel de ville ou à tout autre endroit qui sera de temps à autre fixé pour cet objet par le conseil.
- Sceau. Cette cour aura un sceau. ”
- Licences de magasin de liqueurs de détail. **74.** Dans les limites de la cité le nombre des licences de magasin de liqueurs de détail est, pour le présent, limité à un maximum de deux, et ce nombre ne devra pas être excédé, à l'avenir, de manière à donner plus qu'une licence de ce genre pour chaque quatre mille âmes de population.
- Licences d'hôtel. Le nombre des licences d'hôtel et des restaurants pour la vente de liqueurs enivrantes dans les limites de la cité est limité à un maximum de neuf jusqu'à ce que la population de la cité ait atteint le chiffre de quinze mille âmes.
- Augmentation du nombre de licences. Lorsque la population dépassera ce chiffre, il pourra être accordé une licence additionnelle pour chaque augmentation de population d'un millier d'âmes.
- Dispositions non applicables. **75.** Les articles, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 117, 146, 298, 299, 300, 475, 490, 492, 502 à 517, inclusivement, et 527 de la loi des cités et villes, 1903, ne s'appliquent pas à la cité de Lachine.
- Certains droits, sauvegardés. **76.** Rien de contenu dans cette loi ne sera interprété comme permettant à la cité de violer aucune des obligations qu'elle a prises par contrat, ou comme affectant ou rappelant des pouvoirs spécialement accordés par statut à des corporations ou compagnies.
- Entrée en vigueur. **77.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

ANNEXE

Formule R—Article (191)

Bulletin de vote

(Recto)

Election pour maire de la cité de Lachine, (ou) pour échevin No 1, (ou selon le cas) du quartier de la cité de Lachine, 19	1	BEAUDRY (Joseph Beaudry, Lachine, marchand.)
	2	FORTIN (Arthur Fortin, Lachine, médecin.)

(Verso)

TALON

*Ici doivent être mises
les initiales du sous-
officier-rapporteur.*

*Ici doivent être mises les initiales du sous-officier-
rapporteur.*

Le nom de l'imprimeur est imprimé ici.